



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.2/45/L.27
2 novembre 1990
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
DEUXIÈME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Allemagne, Canada, El Salvador, Etats-Unis d'Amérique,
Japon, Maroc, Maurice, Mongolie, Pologne et Roumanie :
projet de résolution

Esprit d'entreprise

L'Assemblée générale,

Rappelant la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement 1/ qu'elle a adoptée par consensus à sa dix-huitième session extraordinaire, le Programme d'action de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Rappelant également sa résolution 41/182 du 8 décembre 1986 et le rapport du Secrétaire général sur le rôle des entrepreneurs nationaux dans le développement économique 2/,

Considérant que chaque pays est responsable de sa propre politique économique en vue du développement et que la promotion de la croissance et du développement dépend, à la fois, de politiques économiques nationales appropriées tenant compte de la situation et des besoins particuliers à chaque pays, et d'un environnement économique international favorable,

1/ Résolution S-18/3 de l'Assemblée générale.

2/ A/45/292-E/1990/82.

Réaffirmant que la souplesse, la créativité, l'innovation et l'ouverture doivent faire partie intégrante des systèmes économiques des Etats Membres,

Considérant l'importance d'une direction effective et responsable dans la fixation et la réalisation des objectifs nationaux dans les domaines politique, social et économique,

Considérant de même l'importance de mesures visant à promouvoir l'entreprise privées et à accroître l'efficacité du secteur public, ainsi que de politiques appropriées pour la mise en valeur des ressources humaines et la protection des catégories vulnérables au sein de la société,

Consciente que la conjonction du pluralisme politique, du respect des droits de l'homme et d'un régime d'économie de marché offre à chaque individu la possibilité de développer pleinement ses capacités et sa faculté d'adaptation au changement,

Connaissant l'importance de l'esprit d'entreprise dans la croissance et le développement des pays - en particulier de ceux qui visent à développer ou à relancer leur économie grâce à la liberté d'entreprise, à la décentralisation du pouvoir de décision, à l'exploitation des possibilités offertes par le marché, à des ajustements de structure et à des réformes orientées vers l'économie de marché - ainsi que la nécessité de créer des incitations et un environnement appropriés pour permettre à l'esprit d'entreprise et de compétition de s'épanouir,

Consciente que l'accroissement de l'épargne intérieure et des apports de capitaux, y compris les investissements nouveaux et le rapatriement des capitaux fugitifs dépend de saines politiques macro et micro-économiques, favorables à l'esprit d'entreprise,

1. Encourage le développement de l'esprit d'entreprise dans les pays qui visent à développer ou à relancer leur économie grâce à la liberté d'entreprise et à l'exploitation des possibilités offertes par le marché;

2. Déclare que l'esprit d'entreprise, en particulier dans le contexte d'une économie de marché où joue loyalement la concurrence et avec le soutien de politiques gouvernementales favorables, renforce l'internationalisation des marchés financiers et contribue à une meilleure intégration de l'économie mondiale;

3. Encourage les Etats Membres à renforcer leurs cadres institutionnels, juridiques et réglementaires compatibles avec l'économie de marché et à accroître l'efficacité de leurs marchés des capitaux et du crédit afin de permettre un développement rationnel du secteur privé et de bénéficier de ses effets positifs sur l'emploi et le patrimoine national;

4. Demande aux Etats Membres de faciliter le développement de la coopération entre entreprises nationales et entreprises étrangères, en particulier sous forme de contrats, de coopération industrielle et commerciale et de coentreprises;

5. Attend avec intérêt les résultats des prochaines délibérations du Comité du développement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ainsi que des banques régionales de développement sur la question des mesures de

renforcement à appliquer à l'ensemble de leurs opérations en vue de promouvoir le développement du secteur privé, notamment la mobilisation des capitaux privés nationaux et étrangers;

6. Prie le Secrétaire général d'incorporer aux prochaines éditions de l'Etude sur l'économie mondiale un chapitre présentant l'esprit d'entreprise comme un élément clef de la croissance et du développement, ainsi que les mesures qui sont actuellement prises aux niveaux national et international pour promouvoir l'esprit d'entreprise - en particulier dans les pays visant à développer ou à relancer leur économie grâce à la liberté d'entreprise, à la décentralisation du pouvoir de décision, à l'exploitation des possibilités offertes par le marché, à des ajustements de structure et à des réformes orientées vers l'économie de marché - et des suggestions sur la façon dont la communauté économique internationale peut apporter son appui au développement du secteur privé;

7. Prie également le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale de faire figurer dans son rapport annuel sur les activités opérationnelles de développement des renseignements sur les activités opérationnelles menées par l'ONU en vue de favoriser l'esprit d'entreprise dans le développement économique, ainsi que des propositions visant à renforcer le rôle de l'esprit d'entreprise dans le processus de développement;

8. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session, au titre du point intitulé "Développement et coopération économique internationale", un point subsidiaire intitulé "Esprit d'entreprise" qui figurera ensuite à l'ordre du jour sur une base biennale.
